

« La Russie prétend incarner un nouveau modèle de société » rev.

La Russie est-elle encore une démocratie ?

THOMAS GOMART : C'est un pays où l'on nomme d'abord et où l'on élit ensuite. La Russie demeure un pays qui n'a jamais fait l'expérience d'une alternance politique. Sous Poutine, elle s'est un peu plus éloignée du modèle démocratique. Mais le plus significatif est surtout qu'elle a aujourd'hui retrouvé suffisamment de confiance en elle pour prétendre désormais incarner un nouveau modèle de société, qui considère que développement économique et autoritarisme sont compatibles. Du point de vue des élites russes, c'est ce nouveau modèle qui a permis à la Russie de se redresser, en rompant avec les modèles occidentaux.

Est-ce la raison pour laquelle Vladimir Poutine est aujourd'hui si populaire en Russie ?

Oui, il est perçu comme l'artisan de ce redressement, qui a trois aspects : d'abord, le retour d'un certain ordre ; ensuite, la Russie a renoué avec la croissance économique ; enfin, elle a retrouvé un prestige international. Après huit ans de pouvoir de Poutine, les Russes ont l'impression qu'il a mené à bien un certain nombre de grands chantiers et que leur pays est davantage respecté.

« Aujourd'hui, l'attitude de la France à l'égard de la Russie est marquée par un certain réalisme mais aussi une forme d'hésitation. »

Peut-on attendre une libéralisation après l'arrivée au pouvoir de Dmitri Medvedev ?

Beaucoup d'observateurs, dont je suis, considèrent que les institutions russes ont une logique présidentialiste. La question est donc de savoir combien de temps le nouveau président, qui dispose des contacts internationaux, de la maîtrise du calendrier, du droit de nomination, bref, d'instruments très importants, mettra pour asseoir son propre pouvoir... Il faut rappeler que Vladimir Poutine a mis trois ans. Un deuxième courant estime qu'il existe une forte complémentarité entre Vladimir Poutine et Dmitri Medvedev. Le second étant la créature du premier. Il met donc en avant l'existence d'un pouvoir à deux visages, l'un étant plus libéral, l'autre attaché aux valeurs nationales et à la préservation de la puissance russe. Ce tandem s'entendrait pour perpétuer les équilibres et orientations actuels.

Ces deux lectures peuvent se rejoindre. La Russie vient d'élire un président jeune. Âgé de 42 ans, Dmitri Medvedev n'a donc pas le même rapport au passé soviétique que son prédécesseur, ni le même parcours politico-administratif. Il ne partage sans doute pas le même sentiment de déclassement de la Russie. À l'inverse, sans expérience dans le domaine de la sécurité, il lui sera plus difficile de s'imposer auprès de la communauté

de sécurité (forces armées et services) qui pèse encore lourdement sur le fonctionnement des institutions.

L'attitude de la France vis-à-vis de la Russie a été dominée ces dernières années par le souci de « ne pas humilier » ce pays. Nicolas Sarkozy a semblé s'inscrire dans la même attitude. Est-ce la bonne façon de construire notre relation avec la Russie que de lui épargner toute critique ?

Le souci de « ne pas humilier la Russie » fut un argument usé jusqu'à la corde au temps de Jacques Chirac. Ce qu'il faut comprendre, c'est le retour de puissance de la Russie. Et ce qu'il faut accepter, c'est la faible capacité de notre diplomatie (comme des autres pays européens) à modifier le cours des choses en Russie. Toute tentative de le faire est d'ailleurs lue comme une intrusion dans les affaires intérieures et peut s'avérer contre-productive.

Aujourd'hui, l'attitude de la France à l'égard de la Russie est marquée par un certain réalisme mais aussi une forme d'hésitation. Nous avons eu le discours de Nicolas Sarkozy, en août, devant les ambassadeurs où il dénonçait « la brutalité » de la Russie dans le domaine énergétique. Puis, en octobre, un voyage à Moscou qui s'est déroulé dans un climat tendu en raison des désaccords sur le Kosovo et l'Iran. En décembre les félicitations adressées à Poutine ont surpris nos partenaires car nous avons été les seuls, avec le président du Conseil italien et le premier ministre grec, à faire ce geste. Nicolas Sarkozy semble ne pas encore avoir fixé sa politique à l'égard de la Russie. Il lui faut se démarquer de l'ère Chirac, tout en prenant acte des réalités : la Russie est inévitable sur les dossiers iranien, énergétique et de sécurité européenne. À cela s'ajoute la question cruciale de la relation UE-Russie. Les Vingt-Sept sont aujourd'hui profondément

divisés sur la nature de la relation à nouer avec la Russie. Les uns la considèrent comme une nouvelle menace, alors que les autres la voient comme un partenaire difficile, mais inévitable.

Beaucoup d'Européens craignent un chantage à l'énergie de la part de la Russie. Comment sécuriser nos approvisionnements ?

Le seul vrai moyen serait de changer nos comportements en consommant moins ! Aujourd'hui, nous avons une interdépendance très forte entre la Russie et l'UE. Que nous le voulions ou non, nous avons 30 % des réserves mondiales de gaz qui se trouvent en Russie. Depuis 2000, c'est vrai que le rapport de force s'est modifié en raison de la forte demande et de la tension sur les prix. La diversification des sources d'approvisionnement est souhaitable, mais la Russie demeure un partenaire fiable et moins risqué que des pays comme l'Iran. Par ailleurs, la Russie a un besoin vital du marché européen, qui est le seul où Gazprom, le géant russe du gaz, gagne vraiment de l'argent. L'UE représente 57 % des exportations de la Russie, exportations majoritairement constituées de produits énergétiques. L'UE dispose de deux atouts : les conditions d'accès à son marché et ses capacités d'investissements. Les possibilités de coopération existent, mais nécessitent un complexe savoir-faire industriel, financier et politique. Cependant, l'UE a également intérêt à ne pas restreindre ses relations avec la Russie à la seule question énergétique. La Russie n'a pas vocation à être un gazo-État ou un pétro-État. À l'horizon des quinze prochaines années, ce qui est en jeu, pour eux, c'est surtout la capacité de la Russie à diversifier son économie. Cela implique pour l'UE de ne pas seulement la voir comme un fournisseur d'énergie.

RECUEILLI PAR
ALAIN GUILLEMOLES



Thomas Gomart. « Les Russes considèrent aujourd'hui que développement économique et autoritarisme sont compatibles »

SEBASTIEN BAVEREL

REPÈRES

Un spécialiste de la Russie

► **Biographie :** Thomas Gomart est docteur en histoire contemporaine. Il dirige le centre de recherches sur la Russie et les nouveaux états indépendants de l'Institut français de recherches internationales (Ifri), à Paris. Il enseigne également à l'école spéciale militaire de Saint-Cyr.

► **Publications :** Thomas Gomart dirige la collection numérique trilingue (anglais, français, russe) « Russie. Nei. Visions ». Il a également dirigé un numéro hors-série de la revue *Politique étrangère* consacré à « La Russie, enjeux internationaux et intérieurs », paru en 2007, et publié en 2003 *Double détente, les relations franco soviétiques de 1958 à 1964* aux Publications de la Sorbonne.

Ce chercheur
revient sur les conséquences
de l'arrivée au pouvoir
d'un nouveau président,
Dmitri Medvedev